



Compte rendu de la réunion CGT – FSU 13 février 2025 à la FSU

Suivi des interventions à la Commission Exécutive Confédérale de la CGT du 18 février 2025

1) Retour sur le congrès de Rennes de la FSU

La délégation CGT a apprécié l'accueil et la qualité des débats, et l'intérêt d'observer le fonctionnement de la démocratie interne à la FSU, la réalité des tendances, de la fabrication de la synthèse - dans laquelle le rôle des amendements est prépondérant - du fonctionnement des votes. Au-delà d'appréciations différentes, ce fonctionnement ne semble pas être reproductible dans la confédération du fait notamment d'une plus forte hétérogénéité du salariat. Néanmoins l'observation a pu rassurer.

Les interventions de Solidaires, et de l'AES ont aussi été intéressantes, notamment par leur ouverture.

La FSU estime que le congrès s'est bien passé et qu'il a permis à la FSU de se rassembler autour des textes qui ont été votés. Pour comprendre la signification de votes allant au-delà de 95 %, il faut comprendre comment les textes s'élaborent. D'abord des textes votés en CDFN¹ qui font large accord de tous·tes, sont ensuite enrichis des congrès départementaux, puis font l'objet de débat en commission sur ce qui n'a pas pu être intégré.

Il y a une grande différence entre ce qui se passe en commission le mardi, où les positions sont parfois très éloignées et le texte présenté en plénière. Ainsi du thème 4, avec le nouvel outil syndical au sujet duquel les débats ont été vifs en commission. A l'arrivée en plénière, les rapporteur·es ont trouvé des points de passage, de propositions d'équilibre qui permettent de tenir compte de toutes les sensibilités.

Le vote ne signifie donc pas que les questions sont « tranchées » par une majorité écrasante, mais que les composantes sont d'accord pour se reconnaître dans ce texte et en soutiennent l'équilibre. Le vote est aussi une reconnaissance du travail collectif qui permet de rassembler largement et de garder trace des débats. Le texte montre clairement cette préoccupation de rester rassemblé·es, de ne contraindre personne mais de continuer à avancer vers la construction du nouvel outil syndical avec souplesse et détermination. Cela suppose que les équilibres trouvés soient tenus en permanence.

1 Conseil Délibératif Fédéral National, équivalent de la Commission Exécutive Confédérale de la CGT.

Les 5 paragraphes **du texte voté au congrès** dans le cadre du thème 4 sont ci-dessous in extenso. Un premier paragraphe réaffirme l'histoire de ce mandat et s'articule avec le contexte, le 2° est l'analyse de ce qu'on a fait l'année écoulée, les 3 suivants posent un certain nombre de préalables. Pour la première fois, les textes FSU à ce sujet ne disent pas seulement ce que la FSU veut faire, mais aussi comment elle veut le faire et ce qu'elle ne veut pas faire. Dans le dernier paragraphe, les tirets marquent la volonté d'aller plus loin dans ce qui a commencé à se faire, mais aussi d'engager dans des actions qui ne se font pas encore.

Pour mémoire **le document d'orientation du 53^{ème} congrès confédéral CGT** adopté à plus de 72 % à Clermont Ferrand rappellent : *« La force de l'unité, un syndicalisme qui rassemble [...] Nous sommes parfois plus en concurrence qu'en coopération. Il nous revient de dépasser cette contradiction, de travailler toujours plus nos arguments afin de renforcer à la fois notre capacité à agir et notre propension à gagner les revendications dans le cadre d'une unité d'action. L'unification du syndicalisme est une dimension identitaire de la CGT qui, dans l'article 5 des statuts confédéraux, indique que la CGT promeut un syndicalisme unifié et se prononce pour l'édification d'une seule organisation de salariés. C'est donc bien une unification que nous visons, respectueuse du fédéralisme, des principes et objectifs visés dans les statuts de la CGT. Elle nécessite un travail commun et démocratique avec les organisations syndicales qui souhaitent en finir avec l'éparpillement syndical. Afin de déjouer le piège de la division, qui ne profite qu'au camp capitaliste. [...] Par cette stratégie, la CGT affirme son choix d'unité dans une recherche d'amplification du rapport de force. La déclinaison de cette stratégie sera mise en débat dans nos organisations et nécessitera des étapes partagées avec les syndiqué.es. ».*

2) Et maintenant ?

L'emploi de l'expression « maison commune », validé par le congrès de Rennes, témoigne de la volonté d'adopter un langage commun avec la CGT. La conviction est partagée qu'il ne saurait s'agir d'une couche supplémentaire de structure, chronophage et inutile, mais bien quelque chose de nouveau ($1+1 = 3$), un espace de mutualisation, d'échanges pour continuer à avancer ensemble.

Des manifestations d'impatience peuvent s'exprimer par moment dans la FSU et dans la CGT, et il est nécessaire que le processus se traduise concrètement aux yeux des équipes militantes. Pour autant le travail n'avait jamais été poussé aussi loin, ni autant évité l'écueil d'une simple démarche de « sommet ».

Initiatives en cours :

- 12 février : Débat à l'UFSE sur les services publics avec Sophie Binet, Caroline Chevé, Gaëlle Martinez, Arnaud Bontemps. Premiers retours très positifs.
- 18 février : Invitation de Caroline Chevé et Benoit Teste à la CEC de la CGT.
- Module de formation commune sur l'extrême droite prêt à être décliné. Excellents retours.
- 2 et 3 avril : Invitation de l'UGICT au stage FSU sur l'Intelligence Artificielle
- 3 et 4 avril : Intersyndicales femmes
- Septembre/octobre : Tribune commune UGICT et FSU sur qualifications et salaires proposée à signature large
- Automne 2025 : Colloque Ecole et Extrême droite co organisé par les deux instituts de recherche. Proposition de le préparer localement pour associer plus largement les équipes.
- 9 et 10 décembre : Le stage classif/qualif UGICT et FSU sera reconduit, amélioré et élargi.

Le programme de travail élaboré avec l'UFSE continue. Une rencontre entre l'UNSEN Educ'Action CGT et les syndicats de l'Education de la FSU, en articulation avec le groupe de travail sera programmée.

La FSU propose de travailler à visibiliser les initiatives en publiant régulièrement des calendriers communs pour concrétiser la construction du travail en commun.

Préparation des élections professionnelles fonction publique de décembre 2026

- Accompagner si nécessaire les échanges entre les équipes là où des listes communes sont jugées pertinentes par les structures.
- Anticiper, lorsque chaque organisation part séparément, sur l'apparition de tensions liées à la concurrence en période électorale, afin qu'elles ne constituent pas des freins à la poursuite du travail conduit ensemble. Le groupe de travail peut avoir une activité de veille en ce sens.
- Tenir compte des différents contextes politiques possibles en 2026 dans la réflexion.

3) Rapide échange sur l'actualité : retraites

Constat que la FSU n'est pas conviée à la concertation sur les retraites, mais que seules des discussions parallèles fonction publique sont ouvertes. La CGT continue de peser pour que la totalité de l'intersyndicale à 8 soit présente aux discussions.

Disponibilité partagée pour construire les nécessaires mobilisations, seul moyen de mettre la pression pour gagner l'abrogation. L'objectif commun étant de porter partout les revendications des salarié·es.

Thème 4 adopté au congrès de la FSU

1.4.2 Le nouvel outil syndical

Les trois années écoulées ont confirmé la nécessité d'avancer vers une refondation du syndicalisme, en particulier celui de transformation sociale et donc de concrétiser la création d'un nouvel outil syndical. L'offensive libérale s'est amplifiée, affaiblissant toujours plus les droits des salarié·es tandis que les évolutions du monde du travail contribuent à leur isolement d'autant plus que la présence syndicale est toujours très inégale sur les lieux de travail. De plus, la perspective d'une arrivée au pouvoir de l'extrême droite fait peser de lourdes menaces sur le monde du travail ainsi que sur les libertés et droits syndicaux. Aussi, la FSU confirme ses mandats précédents : avancer vers l'unification syndicale en refondant le syndicalisme de luttes et de transformation sociale avec la CGT et Solidaires, sans exclusive des forces qui seraient intéressées, en construisant ensemble des étapes allant dans le sens de la création d'un nouvel outil syndical. Sur ce dernier point, pour la FSU, ce travail engagé avec uniquement la CGT, seule organisation se montrant disponible à ce stade, doit s'ouvrir à Solidaires, une fois mené son propre débat interne sur « l'évolution du syndicalisme », comme à d'autres structures syndicales intéressées par la démarche.

Au lendemain du congrès de la CGT, des échanges bilatéraux ont permis de construire une nouvelle méthode de travail pour dépasser l'écueil d'une focalisation préalable sur des perspectives d'organisations structurelles. Le groupe de travail national issu des deux directions syndicales est un lieu d'échanges d'une grande franchise sur nos organisations respectives, nos méthodes de travail, notre vision du syndicalisme, l'actualité, notamment la montée de l'extrême droite. Il permet d'avancer et de lever des implicites. Concrètement, il produit des supports communs tout en poursuivant en parallèle le travail autour de la formation syndicale et en organisant des rencontres des équipes militantes locales en présence de membres de nos directions respectives. Ces rencontres, limitées pour le moment à des réunions dans un nombre restreint de lieux, gagneraient à être multipliées pour dynamiser la perspective

de cette refondation syndicale, sans qu'elles en soient l'unique instrument. D'autres outils ou modalités pourraient être développés également.

Le processus de construction d'un nouvel outil syndical de transformation sociale ne peut se faire que progressivement, sur la base d'accords partagés.

Si la question structurelle et organisationnelle de ce nouvel outil syndical va nécessairement se poser, elle ne pourra déboucher sur une quelconque absorption/fusion avec la CGT. Elle devra surmonter les difficultés de concurrence syndicale au sein de certains secteurs professionnels afin de préserver l'unité de chacune des deux organisations et de ne pas fragiliser leurs syndicats. L'existence de cultures syndicales parfois éloignées doit faire l'objet d'un travail et d'une réflexion pour créer du commun.

Les avancées concrètes de cette refondation du syndicalisme de transformation sociale sont porteuses d'espoir et de renouvellement des pratiques syndicales. Le bilan positif de la première étape, conduite essentiellement au niveau national, en appelle donc d'autres, associant étroitement tous les échelons de la fédération.

Ce travail en commun fructueux avec la CGT est un moyen de se projeter sur la concrétisation d'un processus de refondation du syndicalisme de transformation sociale. Ce processus est encore balbutiant. Mais il peut déjà servir de pôle d'attraction pour permettre à d'autres organisations, notamment Solidaires, de s'y engager.

La FSU pose au préalable quelques éléments incontournables : cette démarche ne pourra déboucher sur une quelconque absorption de la FSU dans une structure existante. L'unité, les forces et la spécificité de la FSU (dont le fonctionnement pluraliste) doivent être préservées. Les syndiqué-es seront associé-es largement à cette démarche : cela passe par des points d'informations réguliers. Si la question structurelle et organisationnelle d'un nouvel outil syndical se pose, les syndicats nationaux consulteront leurs syndiqué-es.

Chacune des structures composant cette « maison commune » conservera totalement son indépendance et son fonctionnement propre.

Dans la perspective de la construction d'un nouvel outil syndical, a émergé l'idée de la mise en place d'une « maison commune du syndicalisme de lutte et de transformation sociale » à construire avec souplesse en fonction des secteurs et en s'appuyant sur le contexte local, au plus près du terrain qui pourra entraîner les équipes militantes au-delà des seules FSU et CGT.

Différents axes de travail sont ainsi à poursuivre dans le respect des identités de chacun et des contextes locaux :

-Proposer des espaces d'échanges et de travail thématiques pour bâtir ensemble des plateformes revendicatives

- Développer un catalogue partagé de formations syndicales en direction des militant-es comme des salarié-es à l'image de ce qui a été initié sur la lutte contre les idées d'extrême droite

- Envisager des initiatives, des publications et des campagnes communes en directions des salarié-es ;

- Dans la Fonction publique, préparer de manière collective et partagée les instances quand cela est possible, en complément de ce qui est fait par les syndicats nationaux.

Des listes communes aux élections professionnelles, lorsqu'elles apparaissent pertinentes selon les secteurs et les réalités locales sont alors l'aboutissement d'un travail commun et non un préalable.

A l'interne de la FSU, cette nouvelle étape du processus de refondation du syndicalisme nécessite une association étroite des syndicats nationaux, à tous les niveaux et notamment au sein des sd, afin de construire localement et nationalement ces cadres de discussions et de coopération.

La « maison commune » s'inscrit dans le cadre du mandat historique de la FSU comme une étape de la construction d'un nouvel outil syndical à imaginer ensemble, avec deux partenaires

identifiés, la CGT et Solidaires, tout en étant ouvert à d'autres. Cette dynamique permettra de constituer un souffle pour l'ensemble du salariat et d'élargir le champ du syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

Prochaine réunion du groupe de travail CGT FSU le mercredi 2 avril à la CGT

Intervention CGT puis FSU lors de la CEC du 18 février 2025

Rapport CEC mardi 18 février 2025 : Travail en commun CGT – FSU Thomas Vacheron

Nous poursuivons une nouvelle fois en CEC les échanges sur le travail en commun entre la CGT et la FSU. Après le point d'octobre 2023, celui de mai 2024, c'est le 3^{ème} débat en direction confédérale qui fait suite à celui que nous avons eu en CCN. Avant de revenir sur les étapes passées et les propositions à venir, puis de donner la parole à Caroline Chevé nouvelle secrétaire générale de la FSU ainsi qu'à Benoit Teste, j'évoquerai d'abord les éléments structurants que nous partageons ensemble.

1/ Le syndicalisme est confronté à 3 enjeux majeurs que sont le dérèglement climatique, la montée des extrêmes droites et les trop faibles victoires syndicales au vu des reculs sociaux.

L'aggravation et l'accélération du processus de dégradation de la planète sont principalement générées par les conséquences de la concurrence entre les prédateurs milliardaires. Systématiquement c'est « le profit à tout prix », quelles qu'en soient les conséquences sociales et environnementales. Ce sont plus de 2,2 milliards de personnes qui n'ont pas accès à une eau potable sûre. L'accumulation des phénomènes tels que les mégafeux, les hyper sécheresses, les inondations dévastatrices ou les super tempêtes sont des moments de drames humains où les bouleversements écologiques sont les plus visibles. Tous les syndicalistes conséquents savent que nous devons gagner une planification démocratique pour arriver aux urgentes et nécessaires transitions environnementales, afin de stopper le chaos climatique. Ces transformations de nos outils de production ne pourront se faire qu'avec les travailleurs et travailleuses y compris dans une perspective de reconquête des activités et des emplois industriels. Un syndicalisme qui s'adresse à tout le salariat est une des clés centrales pour y arriver.

Alors que l'horloge se dérègle en permanence, il est environ minuit moins 5. Même si nous ne pouvons donner l'heure exacte nous savons dans tous les cas qu'il y a un caractère grave et l'attaque au couteau dans Paris par l'extrême droite d'un militant CGT le montre, mais aussi plus largement encore au niveau international. En tant que dirigeant·e.s, nous ne devons surtout pas sombrer dans le défaitisme et nos choix stratégiques comme nos mobilisations de juin dernier montrent que rien n'est écrit d'avance. En revanche, de sursaut en sursis, cette situation confère une responsabilité inédite au syndicalisme et particulièrement au syndicalisme de transformation sociale à vocation majoritaire. On se souvient que contrairement à d'autres organisations syndicales, les positions de la CGT et de la FSU « en soutien au programme du NFP contre l'extrême droite » étaient similaires.

Notre capacité syndicale à gagner des avancées puis les valoriser, même lorsqu'elles sont modestes, est essentielle pour inviter ensuite les agent·es et les salarié·es à se syndiquer et à redonner confiance à notre camp social. Chaque avancée dans les entreprises et les services, prise sur le patronat ou le gouvernement est à mettre au crédit de nos mobilisations. C'est vrai

pour les luttes sur les salaires lors des NAO comme lors des reculs imposés au gouvernement sur les jours de carence ou les suppressions de postes dans l'enseignement après l'importante grève intersyndicale du 5 décembre dans la fonction publique. Lorsqu'on voit la situation déplorable dans la santé ou à l'école, nous savons évidemment que ça ne suffit pas.

Nous partageons aussi avec la FSU la même analyse sur le mouvement retraite de 2023 où le taux de grévistes a été le plus important depuis les grèves interprofessionnelles de 2010, mais n'a pas suffi à faire reculer le gouvernement car il aurait fallu plus de manifestant·es et plus de grévistes. Mais comme il n'y a pas de grève sans syndicat, et que le syndicalisme est affaibli, cela nous renvoie au nécessaire renforcement du syndicalisme en général et celui « de transformation sociale à vocation majoritaire » en particulier. C'est-à-dire au **syndicalisme de classe** (qui défend l'intérêt des salarié·es, est indépendant des patrons, des directions d'entreprises ou des ministères) **et de masse** (s'appuyer sur la force du nombre pour gagner en ayant en tête que la radicalité c'est la massification de la mobilisation). Je parlais justement de valoriser nos actions syndicales et nos avancées, et bien ce sont justement les grèves de 2023 qui ont infligé des défaites électorales à tous ceux qui défendent les reculs sociaux sur l'âge de départ à la retraite. Et il faut bien avoir en tête que ce sont ces mêmes mobilisations qui ont obligé le gouvernement actuel à rouvrir le débat sur les retraites où nous ne comptons pas rester commentateurs mais au contraire, porter partout nos revendications pour construire la mobilisation, en demandant aussi que les 8 organisations syndicales, dont la FSU puissent y participer.

Nos revendications sont majoritaires dans le salariat, du public et du privé, chez les jeunes comme chez les retraité·es mais il faut en permanence les développer, les confronter, les préciser pour qu'elles apparaissent comme justes et crédibles, non pas pour faire de l'incantation mais pour arriver à fédérer le plus grand nombre vers des mobilisations victorieuses. Nous partageons avec la FSU la stratégie d'unité d'action où les syndicats défendent ensemble des revendications pour mobiliser les salarié·es (c'est ce que nous avons fait sur les retraites en 2023 ou les services publics le 5 décembre dernier).

2/ Complémentairement à ces moments de luttes, la CGT et la FSU ont relancé en 2023 le travail en commun engagé depuis 2009 avec pour objectif d'en finir avec l'émiettement sans fin des organisations et massifier le syndicalisme de transformation sociale. Mettre en perspective le rapprochement de nos organisations syndicales participe de cette volonté de renforcer le mouvement syndical, sans avoir de construction préétablie, "clefs en mains", car c'est aussi savoir inventer en avançant.

Pour l'avoir déjà développé en direction confédérale je ne le referai pas aujourd'hui : **la CGT et la FSU sont des organisations historiquement sœurs, qui ont une analyse de la situation similaire et des revendications complémentaires.** La scission de la CGT et de FO qui a entraîné la création de la FEN en 1948, puis de la FSU en 1993, conduit à ce que la majeure partie du syndicalisme enseignant est organiquement séparée des confédérations. Cette longue période fait qu'aujourd'hui la FSU qui vient de fêter ses 30 ans a son histoire propre. Vous avez sur vos tables les fonctionnements respectifs de la CGT et de la FSU qui comme tous les documents du groupe de travail ont été envoyés aux organisations pour aller au débat dans les syndicats.

Depuis 1 an et demi les réunions du groupe de travail national CGT et FSU se déroulent en moyenne presque tous les mois. Ces réunions, franches et productives, permettent de mieux connaître nos fonctionnements respectifs, de vérifier nos analyses de la situation sociale, de faire un retour sur les initiatives réalisées et sur les propositions à venir.

Une trentaine de secrétaire généraux d'Unions Départementales, voire de direction élargie ont rencontré leurs homologues de la FSU dans le cadre de ce travail en commun, souvent avec la participation des membres du groupes de travail, Benoit et moi principalement. **Ces débats permettent d'approfondir les convergences à la maille de région, de département** ou plus en proximité encore sans éviter les désaccords ou interrogations. Tous les retours sont positifs d'ailleurs, quasiment aucune mobilisation unitaire ne se mène sans que la CGT et la FSU soient toutes 2 parties prenantes dans les départements.

Un 4 pages public imprimé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires « [Unir le syndicalisme pour améliorer notre quotidien et transformer demain](#) », a permis de rendre visible le travail en commun (vous l'avez sur table). Ce 4 pages a été aussi intégré dans les journaux de la Ferc, de l'UFSE et de la fédération des Services publics. Ce document rappelle nos histoires communes et le choix de l'unité, montre que les propositions sont similaires et les actions complémentaires, indique que nous engageons un travail de rapprochement dans une démarche rassembleuse, ouverte et transparente, avec un objectif : rassembler et organiser le salariat pour être plus fort encore !

L'UGICT, notre organisation spécifique, a organisé et réussi un 1^{er} stage commun avec la FSU sur les qualifications et classifications.

Le module de formation CGT FSU pour lutter contre les idées d'extrême droite est en cours d'élaboration par une quinzaine de camarades des 2 organisations avec, là aussi, des retours très positifs sur les méthodes de travail qui permettent à toutes et tous de progresser.

Dans le cadre de la **préparation du congrès de la FSU**, un saut qualitatif et quantitatif a été réalisé puisqu'une quarantaine d'UD et beaucoup de SDEN (syndicats CGT éduc) ont participé aux congrès locaux de la FSU, souvent en y intervenant.

Le congrès de la FSU à Rennes où Caroline a été élue secrétaire générale, a lui aussi marqué une étape. Je tiens à signaler la rigueur de cette organisation dont les débats débutent à 7h30 le matin pour rattraper les retards ! Au-delà de la présence de délégations CGT de la Ferc, de l'UFSE et des Services public, et de l'intervention de Sophie à 2 tables rondes, les textes sur le travail de rapprochement ont été adoptés à plus de 96 %, avec une formulation qui rappelle celle historique de la FSU du « nouvel outil syndical sans exclusive » adoptant la formule de « maison commune ». Leur mandat indique que ce n'est ni une fusion, ni une absorption de la FSU dans la CGT. C'est maintenant à la CGT d'avancer sur la réflexion et de valider collectivement notre approche de la maison commune.

Ce processus doit être connu du plus grand nombre de syndiqué.es et de salarié.es possible, qu'ils en soient les acteurs, que le travail produit leur apporte également des réponses au quotidien sur leurs préoccupations. Pour ce faire, à tous les niveaux, des constructions revendicatives communes sont à envisager et à mettre en œuvre. Il faut par exemple multiplier les rencontres entre les syndicats CGT et FSU au niveau local, comme national, pour échanger sur nos fonctionnements respectifs, en comprendre le sens et ainsi dessiner ensemble les contours du rapprochement syndical. Il y a nécessité de réunir les équipes militantes afin de voir comment être plus efficace en réfléchissant collectivement à des actions revendicatives et à des processus de mobilisations. La préparation du colloque commun *extrême droite et école*, organisé par l'institut de recherche de la FSU et notre IHS, sera l'occasion pour la FSU et la FERC de préparer localement des délégations pour cette initiative qui se tiendra le 2 et 3 octobre dans la salle du CCN.

Parce que la démocratie ne peut pas être qu'une formule en réunion, le travail en transparence est reconnu et salué (compte-rendu systématique envoyé aux organisations du CCN, 4 pages expliquant la méthode ...). Il revêt une importance majeure pour la pérennité de notre travail en commun. Il permet une connaissance des éléments et un partage des enjeux dans l'ensemble de l'organisation. C'est indispensable pour nourrir le débat, rendre compte du mandat et fédérer les syndicats même ceux qui se sentent éloignés du sujet.

Le débat va maintenant se poursuivre avec des initiatives construites et partagées en commun dans les territoires et les professions, mais aussi dans nos syndicats respectifs. Les rythmes sont forcément différents y compris au sein de nos propres organisations car on ne rapproche pas des organisations facilement. Toute précipitation, tout forcing sont à proscrire et seraient contreproductifs. Cependant il y a nécessité d'acter les choses au fur et à mesure du processus. Notre objectif c'est que 1+1 ne fasse pas 2, ni 1,5 mais que $1+1 = 3$ pour rassembler et donner des perspectives au salariat.

Nous sommes dans une nouvelle phase de ce travail, après le congrès de la FSU. Dans ce moment de basculement du monde nous devons faire attention à ne pas décevoir, en respectant les rythmes et nous l'avons dit ils sont différents d'une organisation à une autre, d'un syndicat à l'autre, mais sans tourner en rond. Les camarades et les syndicats qui soutiennent cette démarche de rapprochement, parfois depuis plusieurs mandats de congrès comme dans l'éduc par exemple, ont besoin de voir les choses avancer et se concrétiser. Il nous faut donc nous assurer que l'organisation se donne les moyens de mettre en place les rencontres nécessaires, à tous les niveaux, afin de lever les incompréhensions, voire les inquiétudes, liées aux contours de ce qui peut s'appeler *maison commune*. Ces rencontres doivent aussi être un moment mobilisateur et porteur d'espoir pour les équipes militantes, car dessiner ensemble des plans de travail, puis des fondations, respectueuses de nos différences, doit participer de notre enrichissement mutuel. C'est construire le renforcement du syndicalisme de transformation sociale, lui donner un avenir et se doter des moyens de victoires concrètes pour notre classe sociale.

Après ce nouvel échange en CEC, le groupe de travail CGT soumettra des propositions à la direction confédérale puis au CCN de fin août pour valider notre mandat, qui sera ensuite soumis au congrès confédéral.

*Cette après-midi, nous proposons un échange en 2 temps :
Avec la FSU sur leur vision des choses, le travail engagé et les suites.
Entre nous pour caler le mandat du groupe de travail.*

Intervention Benoit Teste, ancien secrétaire général de la FSU

Cher·es camarades,

Un grand merci pour cette invitation qui traduit en soi un approfondissement du travail que la FSU et la CGT mènent en commun.

Merci de nous avoir invités tous les 2, moi qui dirai un mot rapide de là où nous en sommes puisque j'ai eu le plaisir de mener ce travail dans la période précédente, et Caroline Chevé que la FSU a élue nouvelle secrétaire générale à l'issue de son congrès de Rennes qui dira dans quelles perspectives les mandats de notre 11ème congrès nous placent pour continuer ce travail en commun.

La 1ère chose qui me semble importante à dire est un remerciement de nous avoir invités tous les 2, c'est bien que nous puissions intervenir à deux voix pour marquer la continuité dans laquelle ce travail doit s'inscrire. On ne part pas de rien. Ce qui s'est joué ces derniers mois a permis de poser des jalons, de faire en sorte que nos équipes militantes se connaissent, travaillent en commun, mutualisent davantage de choses, et échangent entre elles y compris sur les objectifs de ce travail en commun. Il y a désormais beaucoup de choses qui se font, des réunions, des stages de formation syndicale, des partages d'analyses. Ne serait-ce qu'en termes d'horizon, cela a produit des effets. Nous pensons à la FSU que c'est par ce travail de fond, au « sommet » mais aussi « à la base », patient et forcément progressif, que nous avons et pouvons avancer. De ce point de vue, il y a bien sûr des manifestations d'impatience qui peuvent s'exprimer dans la FSU et dans la CGT, peut-être est-ce bon signe à la hauteur de l'espoir que cela suscite, et sans doute est-il nécessaire que le processus se traduise plus concrètement aux yeux des équipes militantes. Pour autant, il faut souligner que le travail n'avait jamais été poussé aussi loin, ni n'a jamais autant évité l'écueil d'une simple démarche de « sommet », c'est dans cet esprit que, je pense, nous devons continuer : patiemment, en se donnant le temps de construire, car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Nous avons pu, ces derniers mois, vérifier que nous partageons une même idée de ce que doit être le syndicalisme du 21^{ème} siècle, si on la résume en deux mots : le syndicalisme doit être porteur de transformation sociale, car comment transformer les conditions du salariat sans abattre toutes les dominations qui pèsent sur lui, et être un syndicalisme « de masse », « à vocation majoritaire » comme nous le disons à la FSU, c'est à dire qui rassemble très largement sur ces objectifs de transformation sociale. Face à l'alliance du libéralisme et de l'extrême droite, nous pouvons être ce contrepouvoir, ce rempart en organisant le monde du travail, cela ne passe pas seulement par une unité syndicale plus importante, et la problématique de l'unité ne se résume pas au travail que peuvent mener la CGT et la FSU, mais disons que cela peut y contribuer, cela peut avoir un effet entraînant sur tout le syndicalisme et sur toute la société si deux organisations comme les nôtres donnent à voir une capacité à dépasser certaines divisions pour faire du neuf et refonder ainsi le syndicalisme tout entier, c'est donc à la fois sur cette urgence et sur la nécessité d'un travail patient qui ne grille aucune étape que je finirai, vaste programme, il ne faut pas s'en cacher les difficultés mais cela peut être porteur d'espoir.

Intervention Caroline Chevé, secrétaire générale de la FSU

A mon tour de vous remercier de cette invitation et de la confiance dont elle témoigne. C'est à la fois dans le cadre de la préparation à ma prise de fonction comme secrétaire générale, et comme secrétaire départementale des Bouches du Rhône, que j'ai moi aussi participé à toutes les réunions du groupe de travail. Nous y avons pris des habitudes de franchise et de sincérité qui nous ont permis d'avancer dans la connaissance mutuelle, et c'est dans cet esprit que je souhaite m'adresser à vous.

La réflexion sur les nécessaires évolutions du paysage syndical dans le sens d'une unification est structurelle à la FSU, et elle était déjà présente à l'époque de la FEN. Nous ne nous sommes jamais satisfait·es notamment de la concurrence syndicale. C'est ainsi qu'en 2010 a émergé l'idée d'un « nouvel outil syndical » que nous proposons prioritairement à la CGT et à Solidaires, mais sans exclusive des forces qui pourraient être intéressées par l'objectif de créer une dynamique nouvelle.

C'est dans cet esprit que nous nous sommes engagé·es dans le groupe de travail en 2023/2024, avec l'idée qu'il pourrait constituer une étape importante de construction et nous en avons lors de notre congrès tiré un bilan positif. Au cours de ce travail nous avons progressivement identifié des difficultés. En effet, si dans certaines de nos organisations, notamment le SNES,

le débat avait toujours été mené, il était nouveau dans d'autres, où il se heurte parfois à de vraies réticences. Les syndicats de la FSU sont divers par leur implantation, leur histoire, leur contexte local.

Pour notre congrès nous avons deux objectifs : vérifier l'accord avec ce qui avait été fait dans l'année écoulée, et tracer des pistes pour continuer. Mais avec une évidence : si on veut renforcer le syndicalisme de transformation sociale, il faut commencer par prendre soin des outils qui existent. Nous avons donc comme priorité de rassembler la FSU et de s'assurer de la confiance de tous et toutes.

C'est comme cela qu'il faut lire le texte – assez long - qui définit le mandat qu'on s'est donné : une position d'équilibre, permettant de donner des garanties et d'avancer en se rassemblant largement. Ce texte n'est pas une façon de trancher un débat, mais plutôt une feuille de route. C'est en sortant de la focalisation sur les questions organisationnelles que l'on a pu avancer, et en identifiant petit à petit les nœuds qu'il nous fallait dénouer.

Dans les années antérieures, nous écrivions des textes qui finalement ne s'adressaient pas vraiment aux autres organisations, faute d'intérêt de leur part. La différence cette année, c'est que nous nous confrontons à la réalité. C'est sans doute pour cela que pour la première fois les textes de la FSU disent clairement comment nous voulons procéder et aussi ce que nous ne voulons pas faire.

Cela nous conduit à poser des préalables :

- le processus ne peut se faire que progressivement, sur la base d'accords partagés
- l'aboutissement ne peut pas être une absorption/fusion de la FSU avec la CGT ou dans une organisation existante
- il nous faut aussi préserver l'unité de chacune des organisations
- chacune des structures conservera son indépendance et son fonctionnement propre
- construire avec souplesse, en fonction des secteurs et en s'appuyant sur le contexte local, au plus près du terrain

Ce sont ces préalables qui nous permettent de nous rassembler autour du vocable de « maison commune », qui nous permet d'adopter un langage commun avec la CGT, ce que notre idée de nouvel outil syndical ne permet pas. On comprend bien l'étonnement et l'impatience que peut susciter l'apparition d'un nouveau terme, sans qu'il soit préalablement défini. Mais en même temps c'est ainsi qu'on évitera la pure démarche au sommet, et qu'on pourra entraîner les équipes militantes.

Concrètement, la méthode consiste à amplifier, développer et approfondir ce qui est déjà engagé, et à explorer de nouvelles pistes, qui ont toutes l'objectif de concerner d'abord le terrain : les militant·es, les syndiqué·es et au-delà les agent·es et les salarié·es.

- Développer un catalogue de formations syndicales partagées.
- Envisager des initiatives, des publications et des campagnes communes en directions des salarié·es. Ce sont des choses que nous faisons déjà un peu par le passé (intersyndicales femmes), qui se sont développées cette année (formation ED, classif/qualif) et qui peuvent permettre aux équipes militantes, et au-delà aux agent·es et salarié·es qui en bénéficieront, de développer une culture commune et une connaissance mutuelle.
- Proposer des espaces d'échanges et de travail thématiques pour bâtir ensemble des plateformes revendicatives. C'est quelque chose qui se fait assez naturellement quand nous sommes en IS, mais sans travail approfondi. Quand on observe nos références revendicatives, on observe beaucoup de similitudes, et aussi des différences stimulantes.

- Dans la Fonction publique, préparer de manière collective et partagée les instances quand cela est possible, en complément de ce qui est fait par les syndicats nationaux. Ce dernier aspect pourrait découler justement du travail de rapprochement revendicatif.

Il s'agit maintenant pour nous de mettre en œuvre cette feuille de route, et d'inventer la suite. Benoit l'a dit, on peut comprendre les impatiences, mais on a aussi fait beaucoup de chemin. Nous nous engageons dans cette voie en apportant notre conviction que face à l'extrême droite et au libéralisme autoritaire et prédateur, il n'y a pas d'autre réponse que la lutte pour améliorer les conditions d'existence des travailleur·es, que la réponse collective aux aspirations de la jeunesse, que la réaffirmation des solidarités intergénérationnelles, pas d'autre réponse que l'éducation, les qualifications et le développement des services publics. Et pour cela nous avons besoin d'organisations syndicales renforcées et démocratiques.